



Renforcer les capacités d'adaptation aux changements climatiques des communautés vulnérables vivant dans le Bassin du Fleuve Congo

Les tendances climatiques historiques pour le Congo (1951-1999) montrent une augmentation moyenne des températures (+0,6° C) et une diminution des précipitations annuelles moyennes. Selon les projections climatiques, vers la fin du 21^e siècle, **il est probable que le réchauffement au Congo soit de l'ordre de +1,5-3°C pour les scénarios optimistes et de +3,5-6°C pour les scénarios pessimistes.**

Les précipitations annuelles totales ne montrent pas un grand changement ; cependant on prévoit une augmentation de l'intensité des précipitations (jusqu'à environ +30%) ainsi que du ruissellement et des écoulements des rivières. De plus, le nombre de périodes sèches pendant la saison des pluies est susceptible d'augmenter.

La République du Congo a une grande vulnérabilité environnementale et socio-économique face au changement climatique. Il est le 48^e pays le plus vulnérable et le 8^e pays le moins prêt à faire face au changement climatique (Indice ND-GAIN 2019). Il a à la fois un grand besoin d'investissements et d'innovations pour améliorer l'état de préparation et une grande urgence à agir.

Les risques posés par le changement climatique peuvent ralentir la courbe de développement du pays car **le changement climatique constitue une menace pour la**

société, l'économie et l'environnement, avec des conséquences extrêmes pour les groupes sociaux les plus vulnérables. Une grande partie de l'économie du Congo est très sensible au climat, en particulier les secteurs de l'agriculture, des infrastructures et de l'eau. Il y a peu de protection contre les catastrophes naturelles, les tempêtes et les inondations, et la capacité d'adaptation des populations est limitée.

Le Congo est confronté à une dégradation soutenue de ses ressources naturelles et de son environnement due aux pressions anthropiques de la surexploitation des produits forestiers et miniers, à l'augmentation des jachères suite à la perte de fertilité des sols, au défrichement excessif à des fins agricoles et aux feux de brousse répétés. Les populations agricoles doivent déjà s'adapter à des régimes pluviométriques incertains, car **le calendrier des deux saisons des pluies annuelles et des deux saisons sèches change.**

CHIFFRES CLÉS DU PROJET

9 999 909 \$ de budget 2022-2027
(dont 60% pour la composante 3)

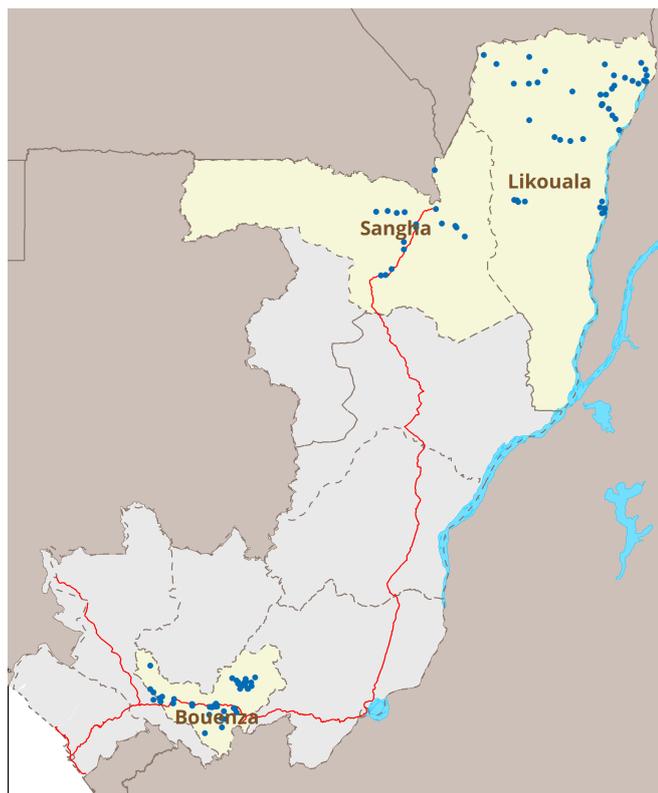
179 000 bénéficiaires dans 124 villages
(dont 52% de femmes et 44% d'autochtones)



OBJECTIF DU PROJET ET POPULATION CIBLE

Ce projet vise à améliorer l'adaptation, la sécurité alimentaire et la résilience au changement climatique des communautés vulnérables, avec un accent particulier sur les populations autochtones et les petits exploitants agricoles (dont 70% sont des femmes).

Le projet a une couverture nationale en ce qui concerne la définition des politiques, le renforcement des capacités institutionnelles et le renforcement des services climatiques nationaux. **124 villages des départements de la Bouenza, la Likouala, la Sangha qui sont ciblés.** Ces zones sont exposées à un risque climatique élevé et ont un statut socio-économique médiocre, ce qui dénote une vulnérabilité chronique.



● Villages ciblés
■ Départements ciblés par le projet
- - - Frontières départementales
— Route nationale

LES COMPOSANTES DU PROJET

Composante 1 : connaissances, sensibilisation et renforcement des capacités

Les connaissances et la littérature sur les impacts du changement climatique sur les moyens d'existence et la sécurité alimentaire sont encore très limitées. Le projet vise à renforcer les connaissances en termes d'impacts du changement et de la variabilité climatiques et à identifier les solutions d'adaptation qui sont pertinentes et spécifiques au contexte. Le projet veille à intégrer les spécificités des communautés autochtones dans ses études et ses recherches.

Résultats escomptés :

- Les institutions des parties prenantes ciblées ont accru la prise de conscience de l'impact du changement climatique au Congo et l'accès aux propositions d'adaptation communautaires ;

- Les institutions gouvernementales et de la société civile ciblées ont renforcé leur capacité à formuler des solutions d'adaptation au changement climatique au niveau national et au niveau départemental ;
- Les communautés ciblées, y compris les enfants en âge d'aller à l'école, bénéficient d'une meilleure connaissance des stratégies d'adaptation au climat, adaptée au contexte local.

Composante 2 : services climatiques

Le changement climatique rend difficile la planification à long terme. En outre, la réduction du nombre de jours de pluie continue et l'augmentation de leur intensité entraîne l'érosion et augmente les pertes des récoltes. Or les communautés, et notamment les femmes, n'ont pas accès aux informations météorologiques et climatiques pertinentes.

Grâce à la mise en œuvre de services climatiques, les besoins spécifiques d'informations climatiques et météorologiques dans les communautés ciblées sont identifiés et des services sont développés sur mesure pour permettre aux ménages et aux individus une prise de décision éclairée pour la gestion des risques climatiques.

Résultat escompté :

- Les ménages ciblés bénéficient d'une plus grande capacité à gérer et minimiser les impacts de la variabilité climatique et des événements météorologiques sur leurs moyens de subsistance.

Composante 3 : mesures d'adaptation

Cette composante vise à améliorer l'adaptation au climat et le renforcement de la résilience par la valorisation d'activités résilientes au climat, le renforcement et la diversification des moyens d'existence et la promotion de chaînes de valeur résilientes au climat.

Des focus-groupes sont organisés sur la base du Consentement Libre, Informé et Préalable des communautés (CLIP) dans les 124 villages ciblés afin d'identifier des solutions d'adaptation. Elles sont directement inspirées des idées et des besoins des populations et fournissent des résultats solides pour affiner les options d'adaptation pré-identifiées (telles que l'agriculture climato-sensible, la gestion de l'eau, l'aquaculture, l'apiculture, la valorisation des produits forestiers non ligneux, la réduction des pertes post-récolte et la transformation alimentaire).

Résultat escompté :

- Les petits exploitants agricoles et les communautés ciblées tirent profit d'une production résiliente au climat et d'un changement des moyens d'existence.

EN PARTENARIAT AVEC :

MEDDBC : Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et du Bassin du Congo (Entité d'Exécution)

ANAC / MTACMM : Agence Nationale de l'Aviation Civile, Direction de la météorologie / Ministère des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande

MAEP : Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche